

La CEPGL en conférence à Bujumbura pour relancer l'organisation

APA, 30-09-2009 Bujumbura (Burundi) - Les présidents des Chambres parlementaires des pays de la Communauté économique des pays des Grands lacs (CEPGL) se réunissent depuis lundi à Bujumbura dans une conférence dont l'objectif est la relance de cette organisation créée en 1976, mais qui est restée en veilleuse depuis 1990 suite aux crises politiques et ethniques ayant secoué les trois pays membres. Selon le secrétaire exécutif de l'organisation, Gabriel Toyin, les présidents des chambres parlementaires de la RDC, du Burundi et du Rwanda, les trois pays membres, se sont penchés, au cours de cette rencontre, sur les questions d'ordre sécuritaire dans la sous-région. Ils ont également débattu de la mise en œuvre des programmes de développement, notamment dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, des routes, de l'énergie, de l'éducation, de la recherche scientifique, de la coopération entre les parlements des pays membres. Cette rencontre, la première du genre, se tient dans le cadre de la relance de la CEPGL, entamée en avril 2007 à Bujumbura, capitale du Burundi, à l'issue d'une réunion ministres des Affaires étrangères des trois pays membres sous la supervision de la Belgique représentée par Louis Michel, alors Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire et de Karel De Gucht, chef de la diplomatie belge. A cette occasion, la Belgique avait accepté d'octroyer 50 millions d'euros pour la relance de la CEPGL. Le plan de relance avait prévu la mise sur pied d'un secrétariat exécutif intérimaire, un budget, pour la première année de 970.000 dollars financés notamment par la Belgique et l'Union européenne. A l'issue de cette rencontre de Bujumbura, les présidents des chambres parlementaires des trois pays ont visité l'IRAZ (Institut des Recherches Agronomiques Zootechniques) installée à Gitega (centre du Burundi), un institut commun aux trois pays. Créée en 1979 à Goma (RDC), l'institut a été laissé à l'abandon faute de cotisations du fait de la crise. Selon son directeur, le Dr Gérard Rusuku, l'IRAZ actuellement ne connaît une période difficile et ne peut recruter d'experts en recherche faute de budget. Même ceux qui y travaillent actuellement ne pourront être rémunérés ce mois, a-t-il dit. Le président du Sénat burundais, Gervais Rufyikiri, a indiqué que ces problèmes de trésorerie trouveront une solution avec la relance effective de la CEPGL.